

## Éditorial

### Les multiples dividendes des réformes structurelles

**L**a reprise économique mondiale est en cours depuis quelque temps déjà mais elle reste faible et inégale. Les économies de marché émergentes connaissent une forte croissance, tandis que dans les pays de l'OCDE la croissance n'a pas permis de réduire le chômage significativement par rapport à son pic d'après crise, avec tous les coûts humains et sociaux que cela implique. Les déséquilibres mondiaux de balances des paiements se creusent à nouveau. La croissance mondiale post-récession sera-t-elle durable ? La reprise induite par l'action des pouvoirs publics n'a pas encore totalement fait place à une croissance auto-entretenu et riche en emplois, notamment dans les économies avancées. En outre, les marges de manœuvre des politiques macroéconomiques sont faibles, tant dans le domaine budgétaire que dans le domaine monétaire. Les politiques monétaires ont été poussées à leurs limites, et les budgets publics doivent être assainis – de fait, la plupart des gouvernements des pays de l'OCDE prévoient des restrictions budgétaires en 2011 et au-delà. Par ailleurs, la récession a laissé des traces profondes qui, tout en étant difficiles à quantifier précisément, se traduisent dans la plupart des économies avancées de l'OCDE par des pertes de production appelées à persister pendant plusieurs années.

Dans un tel contexte, les réformes structurelles constituent le principal levier de politique économique disponible pour accélérer la reprise et doper la croissance mondiale dans les années à venir, tout en contribuant largement dans le même temps au rééquilibrage mondial et à l'assainissement budgétaire, ainsi que discuté dans le premier chapitre de cette édition. En outre, les rendements obligataires sur les marchés financiers reflètent davantage que par le passé les perspectives économiques à long terme – et par conséquent les effets des réformes (ou de l'absence de celles-ci), ce qui rend d'autant plus justifiée une action sur ce front. Bien que certains problèmes clés tels que les risques systémiques ou les institutions financières non bancaires restent à traiter, la réforme de la réglementation financière est en cours, avec l'introduction ou le relèvement prévus des ratios de solvabilité, de liquidité et d'endettement pour les banques dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Les efforts doivent être intensifiés dans d'autres domaines, où les réformes structurelles ont été assez limitées depuis le début de la crise.

Les réformes de politique structurelle sont montées en puissance dans les discussions entre pays du G20 depuis le Processus d'évaluation mutuelle établi lors du sommet de Pittsburgh en 2009. L'OCDE s'est appuyé sur Objectif croissance pour contribuer à évaluer les engagements pris par les pays du G20 et à identifier les autres réformes nécessaires à l'amélioration des performances de l'économie mondiale. De fait, cette nouvelle édition d'Objectif croissance identifie cinq mesures prioritaires pour doper la croissance à long terme dans chacun des pays de l'OCDE – y compris le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie, qui ont rejoint l'Organisation en 2010 – et, pour la première fois, dans les grands pays émergents avec lesquels l'OCDE travaille en étroite coopération, à savoir l'Afrique du Sud, le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde et l'Indonésie (BRIICS). Ces recommandations peuvent servir, et ont servi, de référence pour évaluer les plans nationaux de réforme.

Pour les pays de l'OCDE, plusieurs des recommandations de cette édition d'Objectif croissance pourraient aussi avoir des effets bénéfiques des plus souhaitables sur la croissance à court terme, telles que la réduction des barrières à l'entrée dans des secteurs à fort potentiel immédiat de création d'emplois comme le commerce de détail ou les professions libérales. Nombre des priorités permettraient aussi de réduire le risque de voir les faibles niveaux d'emploi actuels se pérenniser, telles les réformes des programmes de transferts sociaux et des politiques d'activation. Certaines politiques traditionnellement peu traitées par Objectif croissance, telles que les dispositifs d'activité partielle, ont permis de contenir la montée du chômage et aidé à maintenir les travailleurs en contact avec le marché du travail durant la récession. De nouvelles analyses de l'OCDE devront tirer toutes les leçons de ces expériences. D'autres réponses des politiques du marché du travail, telles les extensions de couverture des indemnités chômage, ont atténué les conséquences sociales de la crise et pourraient être utilement pérennisées. Certaines mesures comme l'extension de la durée d'indemnisation du chômage ont également joué un rôle protecteur nécessaire pendant et après la récession, mais dans de nombreux cas elles devraient être réduites au fur et à mesure de l'amélioration de la demande de travail des entreprises. Plus généralement, Objectif croissance comprend un grand nombre de recommandations dans lesquelles les gouvernements des pays de l'OCDE peuvent puiser pour enrichir le contenu en emplois de la reprise actuelle. Pour les BRIICS, les priorités d'Objectif croissance visent essentiellement à accélérer ou à maintenir la convergence en cours vers les niveaux de vie de la zone OCDE et incluent, entre autres, un renforcement des systèmes d'éducation, l'assouplissement des réglementations trop strictes des marchés des produits, le traitement des enjeux plus spécifiques liés au marché du travail informel et – dans certains cas – l'amélioration de la qualité de la gouvernance et des systèmes juridiques.

Nombre des recommandations de réformes structurelles présentées dans cette édition d'Objectif croissance pourraient fournir des doubles, voire des triples dividendes dans la conjoncture économique actuelle. Elles stimuleraient la croissance, ce qui est leur objectif premier. Elles pourraient aussi contribuer à l'assainissement budgétaire en cours. C'est le cas notamment de réformes du marché du travail visant à accroître les niveaux d'emploi, ainsi que de réformes du secteur public susceptibles d'engendrer des économies de dépenses. Par exemple, un chapitre spécial présente de nouvelles analyses de l'OCDE montrant qu'une amélioration de l'efficacité des systèmes de santé pourrait réduire les dépenses publiques de 2 % du PIB en moyenne dans les pays de l'OCDE. En outre, certaines des recommandations de réformes structurelles aux pays membres et non-membres de l'OCDE pourraient favoriser la résorption des déséquilibres mondiaux de balance courante. Un autre chapitre spécial consacré à cette question suggère qu'une combinaison de réformes structurelles et de mesures d'assainissement budgétaire pourrait réduire d'un tiers environ les déséquilibres mondiaux.

Si les réformes peuvent contribuer à répondre aux défis de la période post-crise, elles sont aussi indispensables pour assurer que les erreurs du passé ne seront pas répétées et pour réduire ainsi drastiquement le risque de crises futures. Ceci implique d'améliorer non seulement la réglementation des marchés financiers, mais aussi le fonctionnement des marchés du logement, où des interventions mal conçues ont amplifié la crise. À cet égard, les principales conclusions de notre chapitre spécial sont claires : il y a matière à réformer le marché immobilier dans bien des pays de l'OCDE, et une amélioration des politiques du logement devrait permettre d'obtenir des résultats meilleurs et plus équitables, d'accroître la mobilité géographique et de renforcer à terme la stabilité macroéconomique. Il n'est pas trop tard pour s'atteler à cette tâche.



Le Secrétaire général adjoint  
et Économiste en chef, OCDE  
Pier Carlo Padoa